

■ L E S A M I S D E ■  
**l'École de Paris**

<http://www.ecole.org>

## Séminaire

### Vies Collectives

*organisé grâce aux parrains  
de l'École de Paris :*

Algoé<sup>2</sup>  
Alstom  
ANRT  
AREVA<sup>2</sup>  
Cabinet Regimbeau<sup>1</sup>  
CEA  
Chaire "management de l'innovation"  
de l'École polytechnique  
Chaire "management multiculturel  
et performances de l'entreprise"  
(Renault-X-HEC)  
Chambre de Commerce  
et d'Industrie de Paris  
CNES  
Conseil Supérieur de l'Ordre  
des Experts Comptables  
Crédit Agricole SA  
Danone  
Deloitte  
École des mines de Paris  
EDF  
ESCP Europe  
Fondation Charles Léopold Mayer  
pour le Progrès de l'Homme  
Fondation Crédit Coopératif  
France Télécom  
FVA Management  
Roger Godino  
Groupe ESSEC  
HRA Pharma  
IDRH  
IdVectoR<sup>1</sup>  
La Poste  
Lafarge  
Ministère de l'Industrie,  
direction générale de la compétitivité,  
de l'industrie et des services  
OCP SA  
Paris-Ile de France Capitale Economique  
PSA Peugeot Citroën  
Reims Management School  
Renault  
Saint-Gobain  
Schneider Electric Industries  
SNCF<sup>1</sup>  
Thales  
Total  
Ylios

<sup>1</sup> pour le séminaire  
Ressources Technologiques et Innovation  
<sup>2</sup> pour le séminaire Vie des Affaires

(liste au 1<sup>er</sup> mars 2010)

**REPRIS DE JUSTESSE :**  
**AGIR AUTREMENT FACE À LA VIOLENCE**

par

**Yazid KHERFI**

Consultant en prévention urbaine

Séance du 10 décembre 2009

Compte rendu rédigé par Pascal Lefebvre

### En bref

À la lisière de la ville, commençait jadis le lieu du ban, de l'exclusion sociale. Aujourd'hui, par antiphrase, on nomme politique de la ville, les efforts visant à combattre les effets néfastes de l'exclusion vécue par les populations des banlieues. Lois répressives succédant aux lois répressives d'un côté, émeutes urbaines et délinquance violente de l'autre, ces deux mondes s'éloignent pourtant toujours plus. À leur frontière, un ancien braqueur retisse les liens distendus, fait se reconnaître ceux qui naguère se haïssaient, les engage dans la construction d'un mieux vivre ensemble. Et dans la nuit des banlieues, sans relâche, il démontre que la violence n'est pas une fatalité.

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse  
des comptes rendus ; les idées restent de la seule responsabilité de leurs auteurs.  
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

© École de Paris du management - 94 bd du Montparnasse - 75014 Paris  
Tél : 01 42 79 40 80 - Fax : 01 43 21 56 84 - email : [ecopar@paris.ensmp.fr](mailto:ecopar@paris.ensmp.fr) - <http://www.ecole.org>

## EXPOSÉ de Yazid KHERFI

Je suis consultant en prévention urbaine, emploi que j'ai créé, c'est-à-dire que je travaille sur les problèmes de violence et de délinquance. Des villes, des institutions ou des associations font appel à moi quand elles sont confrontées à ce type de problèmes, pour que je les aide à comprendre ce qui se passe. Je pars du principe que, si ça ne va pas chez les jeunes, c'est qu'il y a également un problème dans le monde des adultes, ce que je constate souvent sur le terrain : mon travail est alors de retisser des liens entre les uns et les autres et de conseiller les institutions afin qu'elles abordent autrement leurs difficultés. J'interviens souvent sur les rapports entre les jeunes et la police et j'organise alors des débats entre eux, pour transformer la violence, destructrice, en conflit, positif.

Je travaille également beaucoup avec les détenus. Mon rôle est alors, dans un premier temps, d'apporter de l'espoir puis de faciliter une prise de conscience quant à ce qu'ils feront en sortant. L'administration pénitentiaire m'a également demandé d'intervenir dans la formation des surveillants pour les aider à décrypter ce monde auquel ils sont confrontés. En général, les surveillants de prison viennent de province : ils ne connaissent alors ni la région parisienne, ni les quartiers, leurs populations d'origine étrangère et leurs phénomènes de délinquance. Il est donc important de leur faire découvrir ce monde en cassant leurs préjugés afin qu'ils puissent mieux dialoguer avec les détenus.

Dix ans durant, j'ai été animateur, puis directeur d'une maison des jeunes, grâce à la confiance de Pierre Cardo, le maire de Chanteloup-les-Vignes. Je suis chargé de cours à l'université de Nanterre, en Master 1 et 2 de Sciences de l'éducation, dans un diplôme intitulé "*Cadres d'interventions en terrains sensibles*" qui vise à former les futurs intervenants en zones sensibles. J'interviens également dans des écoles de travailleurs sociaux ou dans la formation de policiers municipaux sur le thème "*Savoir mieux communiquer avec les jeunes*", ainsi qu'avec le CNFPT (Centre national de la Fonction publique territoriale), dans le cadre des contrats locaux de sécurité. Je suis diplômé de l'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure et licencié en Sciences de l'éducation.

Je suis d'origine algérienne, né en France, et j'ai été élevé dans le quartier du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie. Très vite, je me suis retrouvé dans une bande et je suis rapidement tombé dans la délinquance pour une longue période, de quinze ans à trente ans. Cela m'a valu cinq années de prison, en plusieurs séjours de plus en plus longs : la prison étant hautement criminogène, on en sort à chaque fois pire qu'on y est entré. En prison, on se fait plein de copains mais, puisqu'on n'y trouve que fort peu de gens honnêtes, ce sont forcément des délinquants ! Personne n'y aime l'école ou le travail honnête : tout le monde parle donc du *business* ! Et comme on y rencontre tous les corps de métiers, dealers, braqueurs, souteneurs, faux-monnayeurs, etc., chacun y trouve l'inspiration qui lui convient. Plus on fréquente ces caïds, plus on apprend de techniques et plus on monte ainsi dans la hiérarchie de la délinquance. Enfin, du fait des conditions carcérales difficiles, de la surpopulation, d'un jugement parfois exagérément sévère, on sort de prison plein de haine. Ces trois conditions réunies expliquent un taux de récidive d'environ 80 % chez les mineurs et de 50 à 60 % chez les majeurs.

Enfin, quand on sort de prison, les gens honnêtes vous regardent avec hostilité et ne vous approchent plus. Chez les délinquants, en revanche, vous passez pour un caïd. Alors vous allez plutôt vers ceux qui vous aiment que vers ceux qui vous rejettent. Pourquoi alors suis-je devenu honnête ? J'y reviendrai plus loin.

## Qu'est-ce que la violence ?

Il faut comprendre que la violence est à la fois un *symptôme*, un *défi* et une *solution*. Mais si la compréhension est primordiale, comprendre ne signifie pas pour autant justifier.

La violence est un *symptôme* parce que, lorsqu'on stigmatise une population jeune, c'est le signe que quelque chose va mal dans la société. Dans les quartiers, quand on voit tant de jeunes en situation d'échec, il faut se tourner vers le monde des adultes et des institutions pour en comprendre les raisons.

C'est un *défi*, parce que la violence nous met au défi de trouver des solutions. On ne commence à se remettre en cause que parce qu'il y a de la violence. La politique de la ville est née à la suite des émeutes des Minguettes et il a fallu que surviennent ces événements pour que l'on commence à s'intéresser aux populations des quartiers. Le premier ministre de la Ville, Michel Delebarre, n'a été nommé qu'en 1991, après les émeutes de Vaulx-en-Velin, Mantes-la-Jolie et Sartrouville. En 2005, c'est après d'autres émeutes que le Plan Banlieues a été créé. C'est pourquoi les jeunes nous rendent service puisqu'ils font bouger notre société. Les émeutes dans les quartiers sont aussi une démarche politique : c'est une façon d'exprimer un désaccord par la rébellion.

La violence est enfin une *solution* parce qu'elle permet de résoudre ses problèmes : si tu as des problèmes d'argent, un braquage résout ton problème. Si tu n'aimes pas quelqu'un : tu le frappes et tu n'as plus de problème avec lui. Tu vois un beau survêtement dans un magasin : tu le voles, il est à toi. La violence est donc une solution et, quand on n'en trouve pas d'autre, la plus facile.

## L'origine de la violence

À l'origine de la violence, on trouve une quadruple crise.

*Une crise de l'autorité* : dans les institutions, beaucoup se plaignent de leur hiérarchie et du fait que les décisions soient toujours prises d'en haut. Pourtant, certains policiers de base en savent beaucoup plus que leur commissaire, bien des gardiens d'immeubles en savent davantage sur ce qui se passe réellement que les élus qui décident. L'autorité des décideurs est donc remise en cause parce qu'on se rend compte que, bien souvent, ils se trompent.

*Une crise des institutions* : beaucoup d'institutions sont aujourd'hui en crise : l'Éducation nationale, la police, les missions locales et les éducateurs : toutes ont du mal à toucher leur public et perdent leur crédibilité.

*Une crise sociale* : on parle de mixité, mais la réalité est que nous vivons aujourd'hui dans des mondes de plus en plus séparés : les pauvres avec les pauvres, les riches avec les riches, les blancs avec les blancs, les étrangers avec les étrangers, les bons élèves avec les bons élèves, etc. En cas de crise, le bouc émissaire, c'est toujours celui d'en face. Cela permet d'éluder ses responsabilités en rejetant la faute sur les autres. Il en va de même pour les institutions ; la police accuse l'école ou la justice, l'école accuse les parents, etc. Plus ces mondes sont séparés, moins on se comprend. Il y a trente ans, les policiers, les enseignants, les élus, le docteur vivaient tous dans le même quartier. Aujourd'hui, les classes moyennes les ont quittés et ont été remplacées par des gens toujours plus pauvres. Et comme ceux qui prennent les décisions sont de plus en plus éloignés des réalités, leurs décisions sont souvent vouées à l'échec.

*Une crise du travail* : nous vivons dans une société de compétition où toute reconnaissance sociale est bâtie sur l'argent. Dans cette dictature de l'apparence, les jeunes commettent des délits pour pouvoir afficher des symboles de réussite : de beaux vêtements, des voitures de marque, etc. Et la crise actuelle ne fait qu'aggraver la situation.

## Les obstacles au changement

*Le sentiment d'inutilité* : sur le terrain, les gens se sentent inutiles. Policiers, enseignants, éducateurs, tous disent qu'ils n'arrivent plus à trouver de réponses. L'animateur qui trouve la maison des jeunes incendiée, l'éducateur qui voit le jeune qu'il suit être incarcéré, etc., tous vivent ce sentiment d'impuissance.

*La peur* : on n'ose plus rentrer dans les quartiers, on évite les jeunes. La peur empêche d'entrer en contact, ce qui crée méconnaissance, préjugés et racisme dans le public.

*La démotivation* : quelle que soit l'institution, les cadres aussi bien que la base se plaignent des relations difficiles avec les hiérarchies. Cela crée de la démotivation, du découragement ; les gens se réfugient alors dans la routine.

*Le cloisonnement* : plus les institutions vont mal, plus elles se replient sur elles-mêmes. Il en va de même pour les parents : plus ils ont de difficultés avec leurs enfants, plus ils auront tendance à se replier sur eux-mêmes au lieu de demander de l'aide.

*La peur de l'avenir* : les gens s'inquiètent de leur devenir. Taux de suicides, dépressions, mal-être au travail, absentéisme : à tous les niveaux, on en constate les effets.

*La paranoïa* : certains jeunes proclament que quiconque n'est pas de leur quartier est un ennemi, c'est tous contre eux et eux contre tous. Les généralisations et le manichéisme y contribuent : on parle des jeunes en général alors que seule une minorité d'entre eux pose problème.

*La victimisation* : qu'elle soit le fait des institutions ou individuelle, chacun rejette la faute sur l'autre sans voir sa propre part de responsabilité. Lors des débats que j'anime en prison, les détenus s'estiment généralement victimes et non pas responsables des actes qu'ils ont commis.

## Pourquoi la violence ?

Avant tout, les personnes qui commettent des violences, jeunes ou adultes, ne sont qu'une minorité. Les émeutes de 2005 ont été le fait d'une extrême minorité : on en a pourtant parlé dans le monde entier ! La violence des jeunes n'est que le symptôme d'une société qui va mal. Tant que l'on n'aura pas réglé le problème des adultes et des institutions, on ne réglera pas le problème des jeunes qui en sont eux-mêmes les premières victimes.

La violence est l'expression d'une *souffrance* qui se cache derrière des apparences arrogantes. Pour parvenir à comprendre ces jeunes, il faut adopter une écoute empathique. Quand on arrive à créer une relation de confiance, ils arrivent, au bout d'un moment, à tomber le masque et à dire que, malgré sa belle voiture, le caïd qu'ils affectent d'être est mal dans sa peau et a besoin d'aide. Ils peuvent alors parler des difficultés au sein de leur famille, avec les institutions, du fait qu'on les stigmatise sans cesse. Tout cela, ils le vivent mal.

La violence est aussi une *stratégie d'action* que certains utilisent pour se faire reconnaître. Pour les uns, elle sera une façon de s'enrichir, pour les autres, une façon d'exister. La violence est en outre exaltée par les films : Scarface, Mesrine ou Spaggiari sont parfois vécus comme des héros par des jeunes socialement marginalisés qui ne sont valorisés, aux yeux de leurs pairs, que par leurs seules transgressions. La question est alors de trouver les moyens de les valoriser autrement que par la délinquance.

Ce peut aussi être un *moyen de communication* par défaut et le seul moyen de se faire entendre, comme peut l'être, sur un registre analogue, une tentative de suicide. Dès lors qu'il y a violence dans un quartier, les politiques, les sociologues, la presse descendent sur ce terrain qu'ils ignoraient auparavant. C'est donc également une *démarche politique*.

Dans tous les cas, la violence est un *message* qu'il faut s'efforcer de traduire pour comprendre ce qu'il y a derrière ses manifestations. La répression et les sanctions seules ne résolvent rien. Derrière la violence, il y a toujours des besoins non exprimés d'amour, de sécurité, de valorisation et de reconnaissance. Chacun de nous ressent ces besoins, tout comme ces jeunes qui vivent une grande insécurité et une quête affective intense. La bande procure cette sécurité et les protège : dans les quartiers où sévit la violence, un jeune qui ne fait pas partie d'une bande est en grande insécurité.

Les violents sont avant tout des personnes en difficulté avant d'être des délinquants, en même temps victimes et coupables. Ils sont coupables parce que chaque délit mérite une sanction mais si on ne travaille pas sur les causes de leurs actes, on ne comprendra rien. Croire qu'il suffit de les mettre en prison pour qu'ils cessent d'être délinquants est une erreur grossière ! Il n'y a pas de violence gratuite : penser cela est une solution de facilité qui évite de se poser la question des causes et de reconnaître la logique qui a conduit ces personnes à passer à l'acte.

### **Les facteurs aggravants**

Les facteurs aggravants sont toujours à peu près les mêmes depuis vingt ans.

*L'environnement violent* : si l'on vit dans un quartier où la violence existe, le risque existe, pour une minorité, de devenir violent à son tour. Un jeune de Clichy-sous-Bois ou de Montfermeil a plus de risques de devenir délinquant que s'il vit dans un village de la Creuse. L'habitude de la violence la banalise.

*La stigmatisation* : certains publics, certains quartiers sont extrêmement stigmatisés. Si l'on parle du Val-Fourré, on pense immédiatement aux émeutes ; elles n'ont pourtant duré que quelques jours et datent de plus de vingt ans sans qu'elles se soient reproduites depuis, mais on les associe toujours à ce quartier. « *Jeunes des quartiers = jeunes à problèmes* », entend-on souvent en voyant une bande arriver en centre ville. Ils sont davantage surveillés et contrôlés par la police. Pauvres, Arabes, musulmans, Noirs, tous sont également stigmatisés. Le jeune qui réunit plusieurs de ces "*qualités*" subit de plein fouet cette stigmatisation. Et plus il sera stigmatisé, plus il se repliera sur lui-même, voire fera de ce stigmate une fierté.

*L'échec scolaire* : la plupart des jeunes délinquants sont en échec scolaire. Je rencontre rarement de bons élèves dans les quartiers de mineurs des prisons. Moins il y aura de quartiers concentrant toutes les difficultés, mieux un jeune travaillera à l'école et moins il sera tenté par la délinquance. Mais la mixité est un leurre qu'on agite depuis trente ans. Le processus de ghettoïsation se poursuit : certains quartiers du Val-Fourré sont peuplés à 90 % de Noirs et d'Arabes. On entend parler aujourd'hui de repli communautaire, mais tout a été fait pour qu'il se produise !

*L'oisiveté* : plus les jeunes sont laissés à eux-mêmes dans un quartier, plus ils sont tentés par la violence et la délinquance. Si leurs parents les inscrivent dans un club de football, ils iront au stade et auront des copains footballeurs ; s'ils vont à la bibliothèque, ils fréquenteront d'autres jeunes qui y vont aussi, etc. Les jeunes oisifs fréquentent des jeunes oisifs. La plupart des jeunes dont on parle "*tiennent les murs*" du matin au soir ! Si les centres sociaux et les maisons des jeunes savaient fonctionner avec ce type de jeunes, ce genre de problèmes ne se poserait pas. Certaines maisons des jeunes, fort bien construites au demeurant, sont vides alors que les jeunes sont dans les cages d'escalier d'à côté. Si les animateurs attendent tranquillement que les jeunes viennent, ils peuvent attendre longtemps !

*La famille défaillante* : si la famille n'a pas beaucoup d'autorité, est dépassée par ses enfants ou ne sait réagir qu'en les tapant, c'est un facteur aggravant de plus. Les jeunes que je rencontre en prison ont souvent été frappés par leurs parents mais, à l'évidence, cela n'a pas suffi. Sans cadre familial, sans entente entre les parents, avec souvent un père très sévère et une mère trop protectrice, des parents au chômage, etc., cela constitue des failles entre lesquelles l'enfant se glisse. L'absence de contrôle parental, de contacts avec les professeurs, le manque de

communication dans la famille, l'alcoolisme, les familles monoparentales, les parents eux-mêmes délinquants, tout cela s'additionne et aggrave le phénomène.

*La pauvreté* : tous les pauvres ne sont pas délinquants mais la délinquance est, pour certains, un moyen de s'enrichir. Un braquage résout des problèmes d'argent : c'est un problème pour la société mais pour le délinquant, c'est une solution. Alors, en prison, on rencontre en général plus de pauvres que de riches.

*Les fréquentations* : si un jeune fréquente des violents et des délinquants, il risque de le devenir lui-même. Si, en sortant de prison, il décide de ne plus fréquenter ses copains délinquants, il aura plus de chances de s'en sortir que dans le cas contraire. Mais si personne ne l'attend à sa sortie, il ira retrouver ses copains délinquants.

*La santé mentale* : le suicide est la deuxième cause de mortalité chez les jeunes, derrière les accidents de la route. Les problèmes mentaux en prison sont considérables. Énormément de jeunes vont mal ; certains choisissent alors le suicide en silence, d'autres choisissent la toxicomanie ou l'alcoolisme, d'autres choisissent la délinquance. Paradoxalement, pour ceux-là, c'est un signe d'espoir car ils ont encore la force de réagir par la violence. Cependant, on ne sait pas se servir de cette chance-là et on semble préférer les jeunes qui se suicident ou se droguent. Pourtant, sortir quelqu'un de la toxicomanie est beaucoup plus difficile que de le sortir de la délinquance. Mais il est aussi beaucoup plus facile de le mettre en prison, d'où il ressortira bien préparé à la récidive.

*La discrimination* : ces problèmes restent toujours très préoccupants en France malgré la pléthore de lois censées y remédier.

*Les dysfonctionnements institutionnels et politiques* : comment se fait-il qu'il y a vingt ans, dans les quartiers, lorsqu'un problème survenait avec les jeunes, les adultes n'avaient pas peur et intervenaient ? Aujourd'hui, c'est chacun pour soi. Face à une agression, personne n'intervient, par peur des représailles mais aussi par désintérêt. On dit que les jeunes ont changé mais les adultes ont aussi démissionné de la place publique. Désormais, un groupe de dix jeunes est capable de faire la loi sur un quartier de mille habitants, chacun attendant que le voisin intervienne en premier.

Les politiques ont leur part de responsabilité et laissent parfois pourrir des situations, faute de savoir comment intervenir mais sans oser l'avouer. Les Conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) sont ainsi très mal utilisés alors que la politique sécuritaire actuelle ponctionne les crédits de la prévention.

Beaucoup d'institutions sont aujourd'hui en grande difficulté. Tous les ans, 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans aucune qualification. Les éducateurs de quartier ont de plus en plus de mal à travailler. La police n'élucide, quant à elle, que 10 % des petits faits délictueux. Quand quelqu'un commet un délit, il a donc 90 % de chances de ne pas être pris ! On peut comprendre la tentation ! La délinquance est tellement facile qu'elle attire beaucoup de monde.

*Le choix* : beaucoup de personnes cumulent tous ces facteurs aggravants mais ne sont, en grande majorité, ni violentes, ni délinquantes parce qu'elles en font le choix. Cette notion de choix rejoint celle de responsabilité des individus. Quand on commet un acte répréhensible, il est normal d'être puni. Être dans ces situations difficiles ne donne aucun droit à commettre des délits.

La difficulté vient de ce qu'il faut agir simultanément sur tous les facteurs et de ce que tous les acteurs doivent se coordonner. Si l'on se bat pour qu'un jeune réussisse à l'école mais que son milieu familial est défaillant ou qu'il continue à fréquenter des délinquants, tous ces efforts seront inutiles.

## Comment s'en sortir ?

Il n'y a pas de solutions miracle. D'abord, il faut cesser d'être des victimes impuissantes et non responsables. Chacun, à son niveau, porte sa part de responsabilité et peut agir.

Il serait souhaitable que les institutions se remettent en cause et apprennent à travailler autrement, mais les partenariats ont du mal à s'établir et les cultures sont différentes. Les formateurs de ceux qui vont aujourd'hui sur le terrain, en sont eux-mêmes partis depuis trente ans, alors que la situation a complètement changé.

Il faudrait également former les décideurs et les élus. On envoie les intervenants de base en formation mais rien ne bouge chez leurs décideurs. Les parents en difficulté doivent également être aidés. En effet, élever des enfants dans les quartiers n'est pas aussi simple qu'au village, en Afrique.

Ensuite, le changement ne peut se faire que solidairement. Personne n'arrivera à s'en sortir seul. La police essaie de résoudre seule ses problèmes dans les quartiers, mais elle n'y parviendra jamais si elle ne travaille pas avec les autres partenaires. Les habitants n'y parviendront jamais sans l'aide des institutions. Chacun a besoin de l'autre. Il est urgent de recréer du lien entre ces mondes séparés et de renouer le dialogue entre jeunes et policiers, entre parents et enfants, etc.

Nelson Mandela disait que, pour aller vers la paix, ce n'est pas avec ses amis qu'il faut discuter mais avec ses ennemis. Il faut un minimum de courage pour aller vers les autres et les rencontrer. Au départ, seule la méfiance est partagée mais, bien souvent, tous les acteurs sont demandeurs. Il faut donc accepter le conflit et y aller. Ceci étant, il faut parvenir à en sortir et à négocier, ce qui nécessite que chacun y soit formé.

## Quelques principes d'action

Je vais maintenant vous présenter les concepts de la thérapie sociale, tels qu'ils m'ont été enseignés par Charles Rojzman<sup>1</sup>.

*L'intelligence collective* : nous sommes tous intelligents, y compris les jeunes en échec scolaire et aucune intelligence ne doit être écartée a priori si l'on veut avancer. Il n'est nul besoin d'attendre les idées du ministère de l'Intérieur pour améliorer les choses, les policiers de base et les jeunes des quartiers en ayant suffisamment.

*L'information circulante* : nous détenons tous une part de vérité, le problème étant que nous n'échangeons pas nos informations. L'assistante sociale se réfugie derrière le secret professionnel, le policier derrière le secret de l'enquête, les politiques ont le pouvoir mais se taisent, le jeune craint de passer pour une balance, etc. On organise des réunions de travail mais personne n'y parle ! Il faut donc accepter d'échanger le minimum d'informations utiles à tous pour avancer.

*Transformer la violence en conflit* : si la violence est destructrice, le conflit est créatif. Le conflit n'est pas de la violence, c'est une communication entre gens en désaccord. Mais chacun, spontanément, a peur du conflit et doit donc être formé à sa gestion.

*Provoquer la rencontre pour se connaître* : il faut se connaître pour se respecter et se respecter pour vivre ensemble. Il faut donc savoir faire le premier pas vers l'autre.

---

<sup>1</sup> Charles Rojzman, psychosociologue, auteur de : *Savoir vivre ensemble: agir autrement contre le racisme et la violence* (Éditions Syros, 1998) et de : *La peur, la haine et la démocratie. Comment ne pas devenir électeur du Front National ?* (Éditions Desclée de Brouwer, 1998).

Voilà comment je travaille sur la sécurité. D'autres le font en vendant de la peur, en installant partout des caméras, en mettant plus de policiers dans les quartiers ou en ouvrant davantage de prisons. À chaque problème, la réponse des autorités est toujours la même, stéréotypée : « *Mettons plus de policiers dans la rue* ». Mais pourquoi ne pas y mettre plus d'éducateurs ou plus d'adultes ? Pour moi, les problèmes d'insécurité ne se régleront qu'en apprenant à vivre ensemble.

## DÉBAT

### Aller au contact

**Un intervenant :** *Comment faites-vous pour améliorer la communication entre les jeunes et la police ?*

**Y. K. :** L'environnement joue beaucoup. Il faut d'abord aller au contact. Je travaille beaucoup par défi. Je dis aux jeunes : « *Vous êtes des caïds, alors prouvez-le ! Au lieu de lancer des pierres sur les policiers, êtes-vous suffisamment courageux pour parler avec eux sans violence ?* » Leur réponse est généralement : « *Ramène-nous des policiers et tu verras, nous, on a des choses à leur dire ! On a à leur dire qu'il y a des policiers qui se comportent mal, des policiers racistes et qui ne respectent pas leur déontologie, qui nous frappent, etc.* » Si on demande à des jeunes ce qu'est pour eux un bon policier, leur réponse est toujours : « *Quelqu'un qui nous respecte, qui est professionnel, ne nous tutoie pas et ne joue pas les cow-boys dans le quartier.* » Seule une minorité de policiers se comporte mal, mais que faire dans ce cas ? La plupart des commissariats refusent de prendre ces plaintes !

Le problème ne vient pas toujours des jeunes. Du côté de la police, je me heurte souvent aux refus des commissaires. En effet, organiser de telles rencontres est mal vu au ministère de l'Intérieur. Certaines villes me font intervenir mais beaucoup de commissariats refusent de jouer le jeu.

Si j'arrive à un accord, je fixe le cadre. Chacun est libre de prendre la parole et de dire ce qu'il a sur le cœur mais la violence physique et les insultes sont proscrites, chacun respecte l'autre. Le premier contact est souvent très conflictuel mais, chacun ayant vidé son sac, nous déjeunons tous au restaurant et la communication s'établit. Cette phase de conflit dépassée, il devient possible de travailler ensemble. La deuxième partie du travail, une fois ce minimum de confiance établi, consiste alors pour chacun à amener des idées propres à améliorer les relations.

Je distribue aussi aux jeunes le code de déontologie de la police et, parfois, un commissaire s'engage personnellement à les recevoir en cas de problème. Plus les jeunes connaîtront la loi, moins ils auront besoin d'utiliser la délinquance ou la violence et moins les policiers seront tentés de mal agir. D'un autre côté, si des jeunes se comportent mal, chacun admet qu'ils doivent être sanctionnés. Et parfois, le caïd du quartier s'engage à ce que plus personne de sa bande ne lance de pierres aux policiers. Si chacun arrive à tenir ses hommes, le conflit peut s'apaiser.

**Int. :** *Il est difficile de reproduire votre type d'action car, avec des intervenants comme vous, la dimension personnelle et le charisme sont absolument déterminants.*

**Y. K. :** Il existe beaucoup de gens comme moi mais on ne les entend pas. Pour ma part, j'ai réussi à forcer des portes. Cependant à l'École nationale de l'Administration pénitentiaire (ENAP), on me répond qu'un ancien détenu ne peut pas intervenir dans la formation des surveillants. Il faut pourtant dépasser ces préjugés : les délinquants détiennent, eux aussi, une part de la vérité et si on n'invite que les premiers de la classe, on ne saura jamais ce qui se passe, en garde à vue, par exemple. Il faut donc former des intervenants issus des quartiers et, pour cela, il faut utiliser l'intelligence collective et écouter les habitants.

J'ai monté un projet en ce sens, que j'ai soumis au ministère de la Justice mais qui a probablement fini dans un tiroir. En prison, on trouve des gens qui ont de l'expérience, qui n'ont pas peur, qui ont une compréhension de la réalité et qui savent comment toucher les jeunes. Il ne

leur manque qu'une seule chose, une vraie formation. J'aimerais pouvoir ouvrir en prison un centre de formation aux métiers de la ville et du contact. Dans le cas de candidats efficaces et motivés, le juge pourrait les faire sortir en libération conditionnelle. Sous ma supervision, ils interviendraient alors en quartier difficile et pourraient, éventuellement, suivre ensuite une formation d'animateur ou d'éducateur. Aujourd'hui, dans les quartiers, il faut des guerriers, mais je rencontre peu d'éducateurs qui fassent la tournée des halls d'immeubles le soir car il leur manque cette connaissance intime de la jeunesse des quartiers. En revanche, d'anciens délinquants devenus honnêtes peuvent faire de très bons acteurs de la prévention de la délinquance. J'en suis un exemple médiatisé, mais il en existe beaucoup d'autres plus discrets. Or, on n'utilise pas ce vivier de compétences.

## Surmonter la peur

**Int. :** *Qu'apportez-vous aux policiers et aux politiques ?*

**Y. K. :** Tout d'abord, je constate que les premiers sont dans une grande souffrance, tout autant que les jeunes. En France, à 90 %, les policiers sont issus de la province. Et à 90%, leur peur est d'être affectés en région parisienne. Et, à 90 %, ils commencent leur carrière en région parisienne ! C'est comme pour les enseignants et les animateurs, on met dans les quartiers les gens les moins bien formés. En première ligne, il faudrait mettre les gens les plus expérimentés. C'est là que c'est le plus dur mais on persiste à y mettre les moins bons, les meilleurs se retrouvant dans les bureaux du ministère !

Alors, je les aide à surmonter leur peur, à aller sur le terrain. Cela ne veut pas dire que je n'ai pas peur parfois. Il y a des quartiers où j'hésite à aller mais où il faut le faire quand même. Si j'y suis mal reçu, je repars, mais j'essaie. Et l'on se rend compte que, derrière leur façade de méfiance, les jeunes ont souvent envie de parler. Cela leur fait plaisir parce que personne ne leur parle dans les halls d'immeubles. Il en va de même pour les habitants à qui je dis : « *Au lieu de rentrer chez vous sans dire bonjour, arrêtez-vous un quart d'heure dans le hall pour discuter avec eux ! C'est quand tout va bien qu'on tisse des liens, pas en temps de guerre. Plus vous aurez des liens avec eux, plus ils vous respecteront.* » C'est la peur qui bloque les gens.

Avec les politiques, c'est plus problématique car j'ai beaucoup plus de mal à les approcher. Ils ne me reçoivent pas, ne répondent pas à mes courriers, etc. Cela dysfonctionne énormément chez eux. Je préfère être avec les agents de base : avec eux, j'ai un réseau que je n'ai pas avec les politiques, ce que je regrette parce que ces derniers ont le pouvoir. Quant à ceux qui acceptent de me recevoir, ils doivent accepter aussi que je les remette en cause, car c'est là mon rôle. En effet, si on me demande d'intervenir, c'est que quelque chose ne va pas. Il faut alors que le politique accepte de descendre de son piédestal, arrête de penser qu'il a la science infuse et assume ses faiblesses. Certains le font mais la plupart agissent comme les jeunes et se protègent par des postures artificielles. Et leur masque est alors beaucoup plus difficile à faire tomber que celui des jeunes !

**Int. :** *Qui vous demande d'intervenir le plus souvent ?*

**Y. K. :** La voie institutionnelle ne fonctionne pas. Ni le ministère, ni les mairies ne répondent à mes offres de service. Durant les émeutes de 2005, j'ai proposé à tous les maires concernés, d'intervenir. Je n'ai reçu aucune réponse. Comme je suis impossible à récupérer politiquement, les politiques m'ignorent. Je ne travaille donc que grâce aux réseaux des personnes qui, un jour, m'ont écouté, ont lu mon livre ou m'ont vu à la télé.

Quand j'arrive sur un site qui vit des problèmes d'insécurité, il me faut d'abord identifier les bonnes personnes à mettre autour de la table : tel élu, tel policier de terrain, telle association de quartier, le gardien d'immeuble, le jeune délinquant, des parents en difficulté avec leur enfant, etc. Je choisis ceux qui sont les plus proches de la réalité, qui représentent le mieux cette société. Il me faut vaincre leur méfiance a priori, les convaincre qu'ils ont quelque chose à dire, qu'ils seront écoutés. Les participants sont rétribués parce qu'on veut qu'autour de la table, chacun soit payé. Certains le sont par leur institution et viennent sur leur temps de travail mais les autres doivent l'être également, à l'équivalent du SMIC et dans le cadre de la politique de la ville, pour

leur contribution car cela les valorise. En outre, comme dans ce monde-là une partie de la vérité nous échappera toujours, l'expertise qu'ils ont de leur quartier est indispensable.

Ensuite, chacun explique son parcours et ses difficultés lors d'un tour de table. Ce peut être l'occasion pour un jeune de se rendre compte que le policier a également des difficultés, qu'il est mal formé, déraciné lui aussi, et d'expliquer son propre malaise. Cela produit de l'empathie et transforme les perceptions que les uns et les autres ont de leurs interlocuteurs. Nous travaillons généralement pendant un an sur un site à raison de deux jours par mois environ. Une fois la première méfiance dissipée, le jeune dit : « *Je n'aurais jamais cru pouvoir discuter avec un policier* » et le policier ou le travailleur social lui avouent : « *Tu m'as toujours fait peur dans le quartier, mais, en fin de compte, je me rends compte que tu as des qualités.* » À partir de là, ils peuvent commencer à travailler sur la façon d'améliorer le vivre ensemble et les échanges s'établissent. L'important est que l'animateur du débat conduise le processus d'intelligence collective. Plus on obtient d'informations pertinentes sur le quartier, plus il sera possible de trouver des solutions.

Cela peut également être facilité si, auparavant, on a rencontré les décideurs, le directeur de la mission locale, le maire de la ville, le principal de collège. On leur demande de s'engager à écouter les propositions du groupe et à mettre en place celles qui sont cohérentes et intelligentes ; cela motive le groupe. Les jeunes arrivent fort bien à comprendre les problèmes de financement, les difficultés d'une mission locale, les appréhensions des nouveaux policiers, etc.

Le paiement des participants, engagé par la signature d'un contrat et qui n'est versé qu'à la fin, est une incitation à passer au-delà des divergences et à continuer le travail commun, quand bien même certains moments peuvent être très durs. Chacun devient alors capable de faire évoluer ses représentations. Cela bouscule pas mal de choses et chacun, de retour dans son institution, fait un compte rendu et explique ce qui s'est passé. Seuls les élus rechignent, par manque de courage politique, à un tel engagement qui remet en cause les institutions et les hiérarchies. Nous sommes toujours confrontés à beaucoup de résistances.

**Int.** : *Avez-vous de la concurrence ?*

**Y. K.** : Il y a beaucoup de cabinets dont les consultants ont une formation de sociologue et travaillent sur les quartiers mais, spécifiquement en prévention urbaine, je ne connais que Lamence Madzou<sup>2</sup> qui intervient pour expliquer certaines réalités de quartier. On me préfère parfois un expert, qui présente mieux, mais mon passé me distingue des autres intervenants. Je suis passé par là et mon curriculum vitae précise : « *Yazid, quinze ans de délinquance, cinq ans de prison* ». Cela interpelle, même si on voit ensuite que je suis diplômé de l'INHES (Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice), nommé par le Premier ministre membre du Conseil national des villes, etc. C'est cela qui fait ma plus-value et ma crédibilité.

Quand j'arrive dans un quartier, si je veux organiser un débat en disant : « *Yazid Kherfi, sociologue* », personne ne viendra ; si je dis : « *Yazid Kherfi, ancien braqueur* », les jeunes viennent et se mettent au premier rang. Eh bien, tant mieux si cela me permet de toucher ce public et de faire passer mon message ! Souvent, les élus préfèrent inviter des gens en cravate, que l'on peut mettre dans une case : moi, je suis incasable ! Peu de sociologues passent des nuits avec les jeunes dans les halls d'immeubles ! De plus, je m'engage sur les résultats. Écrire des rapports, ce n'est pas tellement mon truc, mais faire du terrain et améliorer les relations, ça je sais faire !

### **La nuit des quartiers**

**Int.** : *J'ai toujours été frappé par la façon dont est occupé l'espace public, en strates successives qui ne se mélangent jamais, chacun ayant le droit, implicitement accordé, à l'utiliser dans telle ou telle tranche horaire. Après 23 heures, la population qui occupe cet espace est évidemment la plus délinquante et c'est là que les voitures brûlent. Comment faire pour renverser cette logique ?*

---

<sup>2</sup> Lamence Madzou, Marie-Hélène Bacqué, *J'étais un chef de gang*, suivi de *Voyage dans le monde des bandes* (Éditions La Découverte, 2008).

**Y. K.** : Personnellement, j'aime bien la nuit ! J'ai dirigé pendant dix ans une maison des jeunes ouverte de 9 heures à 2 heures du matin parce que c'est la nuit et le week-end que surviennent les problèmes. Après 23 heures, la plupart des jeunes qui y venaient étaient effectivement des délinquants, en tout cas en difficulté, alors qu'en général, ils restent entre eux, dans un hall d'immeuble. Si on leur offre une alternative, un lieu où ils se sentent bien, avec un bar sans alcool tenu par l'un d'entre eux, avec de la musique, la télé, etc., la cage d'escalier, criminogène, perd beaucoup de ses attraits. Là, les éducateurs peuvent nouer de vraies relations et créer une certaine complicité. Il me paraît nécessaire que, dans les villes, il y ait au moins un lieu ouvert la nuit, mais, hormis les commissariats, il n'y en a que très peu à ma connaissance.

Il faut aussi réaménager l'espace public, avec des bancs, des terrains de pétanque, afin que les adultes y soient davantage présents et que la mixité puisse être effective. Il est urgent que l'adulte, qui a déserté l'espace public, se le réapproprie. À Marseille, grâce au climat, les adultes sont beaucoup plus dehors et dès qu'un jeune commence à déraper, ils interviennent.

Toutefois, l'argent n'est pas toujours utilisé à bon escient : il existe un Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) bien nanti mais, à 80 %, cet argent est utilisé pour installer des caméras de vidéosurveillance ! Ne vaudrait-il pas mieux avoir un local avec des humains à l'intérieur ? C'est là un choix politique.

**Int.** : *Que deviennent ces jeunes qui ont été délinquants ?*

**Y. K.** : La période la plus délicate est entre treize et quinze ans. Après vingt-cinq ans, la plupart des jeunes sortent de la délinquance. Ils sont alors plus mûrs et sont capables de dire non à leur bande, dont il est parfois difficile de sortir. Certains tombent amoureux et une femme "qui tient la route" leur dira très vite : « *Tu choisis entre tes copains et moi.* » Comme ils ont souvent eu des carences affectives, ils ont besoin de vivre leur vie amoureuse ailleurs. Certains en ont simplement marre d'aller en prison. Ce que tous veulent, même le pire des dealers de quartier, c'est d'être comme tout le monde, c'est-à-dire avoir du travail, une femme, des enfants, un appartement, faire plaisir à leurs parents. Mais ils ont souvent l'impression qu'ils n'y parviendront jamais, alors ils se cachent derrière de belles voitures et des vêtements de marque. Ils m'avouent parfois que, bien qu'ils soient les caïds du quartier, ils sont malheureux. Avec leurs parents, ça ne va pas ; à l'école, ça ne va pas ; avec les policiers, avec le juge, ça ne va pas ; tout le monde les regarde de travers alors qu'ils voudraient juste être comme tout le monde.

**Int.** : *Pourquoi avez-vous changé ?*

**Y. K.** : Considéré comme irrécupérable par la police, risquant d'être expulsé du territoire français, j'ai eu la chance d'avoir mon frère, ma famille et l'ancien maire de Mantes-la-Jolie qui sont venus témoigner en ma faveur à la barre de la commission d'expulsion en estimant que je pouvais m'en sortir. Cela m'a bouleversé, moi qu'on traitait depuis toujours de bon à rien, d'entendre ces gens dire que j'étais quelqu'un de bien. Comment pouvaient-ils aimer quelqu'un de malhonnête ?

Le mot amour est, pour moi, très important. Pour faire plaisir à ces gens qui m'avaient aidé, j'ai décidé de devenir honnête. Et je le suis resté parce que, très rapidement, je suis devenu militant et je me suis dit que j'allais tout faire pour que les petits ne deviennent pas comme moi. Comme j'ai trouvé ma place dans cette société en aidant les autres, au fur et à mesure, je n'ai plus seulement aidé les jeunes, mais aussi les adultes. Je suis ensuite intervenu auprès de notables, de politiques, de surveillants de prison, de policiers, etc. Là où je travaille bien, c'est à la frontière entre ces deux mondes.

**Int.** : *Comment se fait-il que ces gens se soient mobilisés pour vous aider ?*

**Lakdar Kherfi** (Café projets) : *Dans la bande de jeunes du Val-Fourré, à laquelle mes deux frères et moi appartenions, nous étions à 80 % des délinquants. Prendre à l'autre ce dont nous avions envie était pour nous quelque chose de naturel. Mais un jour, la mission locale s'est installée, son directeur a ouvert sa porte et nous a dit : « Je vous écoute. » Pour nous, c'était un*

*extraterrestre qui débarquait dans notre quartier ! Au bout de trois réunions, j'ai basculé de l'espace délinquance à l'espace construction et, dans les années 1980, au moment de la Marche des Beurs, grâce à la politique courageuse de la gauche, nous avons créé une association. Comme d'autres jeunes, au même moment un peu partout en France, nous avons pu faire du sport, de la lutte contre l'échec scolaire, etc. On existait enfin, on était reconnu. Voilà comment nous sommes devenus honnêtes.*

*Yazid, quant à lui, est resté du mauvais côté. Mais, comme nous faisons du bon boulot en éteignant les incendies naissants et que nous étions devenus des militants incontournables dans la ville, le maire a accepté de venir à la barre le défendre quand il en a eu besoin pour faire en sorte qu'il reste sur le territoire français.*

*Je conclurai en ajoutant aux propos de mon frère que, dans l'immeuble où nous avons vécu, après quarante ans passés en France, la majorité des mères de famille ne parle toujours pas français. C'est un scandale d'intégration ! Pour moi, ce sont des oubliées de l'histoire parce que ces familles-là, qui sont venues travailler ici dans les années 1960, n'ont jamais trouvé une dignité et ont toujours été rejetées. On ne leur a jamais donné le minimum culturel vital. Les enfants ont perdu leurs racines culturelles et les parents ont été oubliés. La lumière s'est éteinte chez eux, et les enfants n'ont pas supporté ce qu'il advenait de leurs parents. Dans les années 1980, on disait aux politiques : « Au lieu de vous occuper de la délinquance des jeunes, occupez-vous de la dignité de nos parents ! Ils ont un socle culturel et religieux, ne le balayez pas d'un simple trait. » Il faut rendre aux parents ces liens avec leur culture pour que l'enfant sourie à nouveau à sa mère. Le premier mal dans les quartiers, c'est nos mères et nos pères derrière ce voile noir de mépris et cela est insupportable.*

Présentation de l'orateur :

Yazid Kherfi : consultant en prévention urbaine ; ancien délinquant, devenu un professionnel de la prévention de la délinquance, chargé de cours à l'université de Nanterre ; auteur du livre *Repris de justesse* (La Découverte, 2003) ; travaille à la frontière entre deux mondes qui se parlent peu et qui parfois se méprisent ; là est le défi à relever !  
kherfi@aol.com  
www.yazidkherfi.com

Diffusion mars 2010